



ETAT D'URGENCE !

Les terribles attentats que nous venons de vivre ont conduit le mouvement syndical et particulièrement Force Ouvrière à marquer sa solidarité à l'égard des familles qui ont perdu des êtres chers, d'autant que ce sont bien les travailleurs qui une nouvelle fois ont payé un lourd tribut occasionné par la barbarie et l'obscurantisme.

Notre organisation a particulièrement mis l'accent sur sa solidarité mais a également rappelé son attachement à la paix et son opposition à toutes les guerres et leurs conséquences sur les populations civiles. Nous restons attachés aux combats menés par Jean Jaurès contre la guerre et qui lui ont coûté la vie.

Nous savons que guerres et terrorisme entraînent des conséquences dramatiques sur les travailleurs, les artistes, les jeunes... C'est cette classe ouvrière qui a été fauchée dans tous les conflits mondiaux et ce sont les jeunes qui viennent de mourir à Paris alors qu'ils étaient profondément attachés à la liberté, à l'égalité, à la fraternité et à la laïcité.

Nous avons aussi tenu à marquer notre solidarité à l'égard de ceux qui combattent pour le retour à la démocratie dans leur pays et qui ont vécu par 3 fois des situations identiques à celle de la FRANCE, en Tunisie.

Il faut aujourd'hui marquer notre solidarité sans pour autant oublier les revendications essentielles que nous portons depuis toujours. Il ne s'agit pas d'attendre des événements aussi dramatiques pour que nous rappelions nos combats de toujours pour la défense des services publics attaqués comme ils ne l'avaient jamais été.

Des entreprises publiques vouées à la privatisation avec toutes les contre-réformes auxquelles nous avons assisté et qui se poursuivent aujourd'hui à la SNCF, à EDF, à GDF (ENGIE), à la Poste et aux Télécoms.

La mise en place de la révision générale des politiques publiques aujourd'hui appelée MAP (Modernisation de l'Action Publique) entrant totalement dans le pacte de responsabilité et voulu par la Commission Européenne pour entrer « dans les clous » des 3% de déficit budgétaire ont conduit à la baisse des effectifs et des moyens, dans la police et la gendarmerie, dans l'armée, dans les douanes et chez les fonctionnaires d'une façon générale.

Et que dire des différentes lois portées contre la sécurité sociale et les hôpitaux où l'on félicite aujourd'hui les personnels pour leur sens de l'engagement dans le même temps où la Ministre continue à vouloir faire passer sa contre-réforme ayant des conséquences sur les personnels des hôpitaux et sur l'hôpital lui-même. Les annonces faites pour éviter soit disant les déserts médicaux n'auront aucun effet sur la prise en charge des malades dans des zones où la désertification a été volontairement programmée par toutes ces contre-réformes qui n'ont qu'en seul but : répondre à la Commission Européenne en appliquant Traité de

Maastricht, pacte de responsabilité et en détruisant les services publics et tous les acquis sociaux.

Décidément la conception que nos dirigeants ont de la qualité du service public est liée trop souvent aux événements qui se produisent pour oublier très rapidement combien ceux-ci sont utiles à la nation. Gageons que dans quelques mois ils poursuivront leur démarche de dé tricotage des effectifs, des statuts, etc...

Aujourd'hui l'état d'urgence est voté par la quasi-unanimité de nos élus, pour 3 mois.... dans un premier temps. Cependant quelques voix s'élèvent pour indiquer qu'il faut l'utiliser avec une très grande prudence car il peut être source d'une atteinte profonde aux libertés que par ailleurs nous prônons dans le cadre de la défense de la République. Interdire les manifestations de rue peut conduire à interdire toute manifestation, tout droit d'expression, toute réaction à l'égard du gouvernement et du président de la République.

Comme la Confédération Force Ouvrière nous désavouons cet état d'urgence et sommes en désaccord avec toute forme de répression de cette nature d'autant que par ailleurs toutes les « manifestations commerciales » sont autorisées alors qu'elles drainent dans les rues des centaines de milliers de personnes dans toutes la France.

Ne parlons pas de la COP 21 car tous les dirigeants qui sont présents et qui trop souvent exploitent les travailleurs sont parait-il là pour sauver la planète.

L'Etat d'urgence est nécessaire dans tous les domaines qui touchent à la vie de tous les jours des travailleurs, en augmentant les salaires, en ne se contentant pas de cette aumône de 0,1% d'augmentation des retraites, en augmentant les minima sociaux, en luttant réellement contre le chômage.

L'Etat d'urgence c'est d'arrêter avec les contre-réformes qui ont pour but de détruire le Code du Travail, l'Hôpital Public, l'Ecole, la Sécurité Sociale, les Services Publics de façon générale et qui entraînent des conséquences désastreuses pour les communes avec la loi NOTRe.

Si comme le dit le Président de la République le pacte de sécurité passe avant le pacte de responsabilité alors oui il faut dire d'une façon très claire à la Commission Européenne, à la Banque Centrale Européenne et au FMI que les acquis sociaux passent avant tous leurs traités européens, tous leurs pactes d'austérité, toutes leurs règles d'or, tout ce qui fait souffrir les peuples en Europe et dans le monde et qui entraîne chômage, exclusion et misère.

L'URIF FO marque également son désaccord profond sur les attaques portées contre les militants syndicaux à Air France. Elle les soutient dans leur action aujourd'hui devant le tribunal de Bobigny leur seul tort étant de défendre l'outil de travail et l'emploi.

Paris, le 02 décembre 2015